le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 28 octobre 2018 N° 449 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Un personnel politique minable... à l'image de la bourgeoisie dont il sert les intérêts

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire
Un personnel politique minable … à l'image de la bourgeoisie dont il sert les intérêts

Page 3
Mali : Après trois mois de grève, les magistrats restent mobilisés

Page 3
Sénégal : recrudescence des harcèlements sexuels

Page 4
Côte d'Ivoire : faire entendre les revendications des travailleurs

Page 5
Sierra-Leone : le diamant ne profite en rien à la population

Page 6
Tchad :
la lutte des fonctionnaires fait reculer le gouvernement

Page 8
Guinée : il y a 60 ans Sékou Touré disait « Non »...

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Côte d'Ivoire

UN PERSONNEL POLITIQUE MINABLE … À L'IMAGE DE LA BOURGEOISIE DONT IL SERT LES INTÉRÊTS

Les élections municipales et régionales sont terminées. Le bilan humain s'élève à cinq ou six morts. Au total il y a eu moins de 2 millions de votants pour moins de 4,5 millions d'inscrits. Le Rhdp de Ouattara sort grand vainqueur. Les « indépendants » sont en seconde position et en troisième le Pdci de Bédié, affaibli par la défaillance d'un certain nombre de ses hauts cadres attirés par les carottes tendues à eux par Ouattara.

Certains candidats n'ont pas lésiné sur les moyens et ont dépensé jusqu'à plusieurs milliards de francs pour acheter des votes. C'est le cas, par exemple, de l'actuel ministre de la Défense qui s'est fait élire à Abobo, une des communes les plus pauvres d'Abidjan. Ce milliardaire est trop riche pour habiter cette commune trop sujette à des coupures d'eau et d'électricité, où la voirie et le système d'assainissement sont dans un état lamentable, où l'insécurité est grande à cause de la misère, etc.

Pour lui qui ne cache pas ses ambitions de grimper plus haut, l'enjeu de cette élection était tout autre que la simple gestion municipale. Être à la tête d'Abobo (une des plus importantes communes en nombre d'habitants de tout le pays) est un atout de taille en perspective de l'élection présidentielle de 2020. Il pourra monnayer plus chèrement son soutien à son mentor actuellement au pouvoir et pourquoi pas, envisager peut-être de devenir calife à la place du calife si l'occasion se présente.

Derrière la bataille de chiffonniers qui a émaillé la campagne électorale, l'enjeu était avant tout d'ordre financier pour les principaux candidats en lice. D'ailleurs, à peine les élections terminées, les enchères ont aussitôt commencé entre le Pdci et le Rhdp pour l'achat des « indépendants » qui contrôlent 6 conseils régionaux et 56 conseils municipaux. Selon les bruits qui circulent, une enveloppe de 100 millions est proposée de main en main à ceux qui accepteraient de rejoindre l'un des deux camps. À ce jeu-là, le parti actuellement au pouvoir, le Rhdp, pour ne pas dire le Rdr, dispose d'un coup d'avance et de ressources bien plus importantes que ses concurrents.

C'est ainsi que, par exemple, cet élu du Conseil régional de l'Indénié-Djuablin, la région d'Abengourou, a dit à haute voix et sans complexe : « Bye bye au Pdci… j'offre ma victoire au Rhdp ». Autrement dit, il va là où la mangeoire

est plus alléchante aujourd'hui. À Adiaké, c'est à une coalition Pdci-Fpi qu'on a assistée.

La classe politique de ce pays est gangrénée par la « mangécratie » comme le disait un célèbre chanteur, et cela ne date pas d'aujourd'hui. Elle est pourrie comme la société capitaliste où tout s'achète et tout se vend.

Mali

APRÈS TROIS MOIS DE GRÈVE, LES MAGISTRATS RESTENT MOBILISÉS

Les magistrats maliens sont en « *grève illimitée* » depuis environ trois mois. Ils réclament des augmentations de salaires et une protection de leur personne dans l'exercice de leur fonction. Mais les seules réponses qu'ils ont eues ce sont des menaces, des intimidations et des discours démagogiques des autorités en direction de la population pour la dresser contre les grévistes. Certains porte-voix du pouvoir ont répandu dans les médias que les magistrats étaient « *des enfants gâtés de la république* » et qu'un magistrat débutant toucherait un salaire de 700 000 F cfa par mois, ce qui est faux.

Comme tout cela n'a pas réussi à mettre fin à la grève, le gouvernement, par la bouche du Premier ministre a proféré des menaces plus explicites du genre : « *On va réquisitionner les magistrats, la loi nous l'autorise* » et puis il leur a coupé le salaire de septembre. Mais, loin d'avoir fait trembler les grévistes, cette dernière décision n'a fait que les motiver davantage ; l'administration judiciaire est restée paralysée. C'est alors que le Premier ministre a compris que sa décision de couper le salaire de septembre était une erreur. Il a fini par faire marche arrière en versant ce salaire. Le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a aussi modifié son langage ; il parle maintenant de la nécessité de « *dialogue* » et demande aux magistrats de lui « *accorder un minimum de confiance* » car dit-il, « *entre décembre et janvier à venir, il y aura une revue générale de la situation salariale de tous les agents qui tiendra compte de la particularité du cas des magistrats* ».

Des promesses de ce genre, ceux-ci en ont déjà eu et c'est parce qu'elles n'ont pas été tenues qu'ils sont entrés en grève. En tout cas, le discours d'IBK qui se voulait consensuel a fait flop puisque la grève continue. Les magistrats veulent des garanties et du concret. Ils ont raison de se battre pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Certes, ils ne cherchent pas spécialement l'appui de la population et des autres catégories des employés de la Fonction publique tels que le personnel, hospitaliers, les enseignants, les employés des ministères, pour ne parler que ceux-là dont l'État est l'employeur. Pourtant, tous ceux-là sont victimes de la même politique salariale et ensemble dans la lutte, ils auraient plus de poids face à l'État employeur.

Sénégal

RECRUDESCENCE DES HARCÈLEMENTS SEXUELS

Des militantes féministes sénégalaises ainsi que Human Rights Watch, une organisation de défense des droits humains liée à l'ONU, dénoncent la recrudescence des harcèlements sexuels dans les établissements scolaires du secondaire de ce pays. Chaque année des milliers de jeunes filles mineures, pour la plupart issues de familles pauvres,

sont contraintes d'interrompre leur scolarité à la suite d'une grossesse précoce consécutive à des abus sexuels pratiqués sur elles par des enseignants.

Et il n'y a pas que dans les écoles que les filles sont harcelées et abusées. Les patrons et les cadres de nombreuses entreprises profitent de leur position, exercent un chantage à l'emploi contre des filles ou des femmes pour qu'elles acceptent de devenir leur maîtresse. Leur carrière se trouve hypothéquée si elles refusent. Souvent elles cèdent car dans ce pays, comme dans de nombreux pays pauvres d'Afrique, un salaire permet parfois à beaucoup de personnes de survivre.

Pour l'année 2016 le ministère sénégalais de la santé avait publié le chiffre de 3200 cas de viols déclarés. Aujourd'hui ce nombre est largement dépassé. Les auteurs de ces actes sauvages sont rarement inquiétés puisque ni les victimes ni leurs les parents n'ont les moyens d'engager des poursuites contre eux. L'État n'ignore pas cette réalité puisqu'il publie des chiffres.

Les harceleurs sexuels ont de beaux jours devant eux car lorsqu'il s'agit ne serait-ce que d'appliquer les lois existantes, de prendre des mesures en faveur des victimes innocentes, la police et la justice se révèlent impuissantes. Comme tout l'appareil d'État, ces services ne sont efficaces que lorsqu'il s'agit d'appliquer des mesures favorables aux riches et aux puissants.

Côte d'Ivoire

FAIRE ENTENDRE LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS

Après une campagne de 2 semaines, les élections municipales et régionales couplées se sont tenues le 19 octobre. À Abidjan, elles n'ont pas suscité d'engouement, malgré la rivalité PDCI-RHDP.

À Abobo, bastion du parti au pouvoir, où s'est présenté un ponte du RDR en la personne du ministre de la Défense, sur les 357.000 inscrits, officiellement moins de 88.000 ont voté, soit autour de 25% de taux de participation. Malgré tous les efforts et moyens déployés par le candidat du RHDP, le jour de l'élection les populations d'Abobo ont vaqué à leurs occupations habituelles. Ce fut pareil dans les autres communes du district d'Abidjan et à travers tout le pays.

Et pourtant des rixes ont éclaté dans certaines localités lors de ces élections. Officiellement, il aurait eu 5 morts et des zones de tension subsistent encore à Bassam et Port-Bouet pour ne citer que de ces localités-là.

Les élections quelles qu'elles soient, encore moins les municipales, ne sont point en mesure de changer le quotidien des populations. À la limite, elles suscitent de faux espoirs dus aux mensonges des candidats, mais qui sont vite déçus dès la prise de fonction du nouvel élu.

Pour les populations, il n'y a pas de changement dans la vie quotidienne. C'est le même personnel politique qui transhume d'une chapelle à l'autre. Hier PDCI, après FPI, RDR, UDPCI ou « *Indépendant* » selon les intérêts du moment. De plus, comme fond politique, presque tous distillent le poison de l'ethnisme et le régionalisme teinté de xénophobie ou de religion.

Il y a donc de quoi être dégouté par ces politiciens-là, qui sèment la division et la suspicion dans les villes et hameaux et dont les victimes se comptent toujours dans les quartiers pauvres.

L'alternative pour les classes laborieuses serait qu'elles se donnent un parti de

classe qui mettrait ses intérêts spécifiques en avant. Ce parti révolutionnaire dont l'objectif serait d'organiser et de guider les travailleurs pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, pourrait utiliser les campagnes électorales pour faire entendre les aspirations et les revendications du monde du travail. Mais ce parti-là reste encore à construire.

Éthiopie

UNE FEMME ÉLUE PRÉSIDENTE

Après la démission du dernier président Mulatu Teshome, les parlementaires éthiopiens ont désigné le 25 octobre, à l'unanimité et pour la première fois, une femme, Sahle-Work Zewde, comme présidente du pays. Elle est le quatrième chef d'État en Éthiopie depuis l'adoption de la Constitution de 1995.

Le poste de président est essentiellement honorifique. C'est le Premier Ministre, Abiy Ahmed, qui a tout le pouvoir. Sahle-Work Zewde fait partie du sérail. Elle a été, dans le passé, ambassadrice en France, au Sénégal, puis représentante de l'Éthiopie pour le bloc de développement du groupe est-africain. Enfin elle a occupé le poste de représentante de l'ONU auprès de l'Union Africaine.

Sahle-Work Zewde n'est pas la première femme à être présidente en Afrique. Il y a eu tout d'abord Ellen Johnson au Libéria depuis 2006, Joyce Banda au Malawi et Catherine Samba-Panza en Centrafrique.

La Présidente promet de tout faire pour améliorer le sort des femmes. Est-ce que cela dépassera le stade de la promesse ?

Quant au Premier ministre, Abiy Ahmed, n'a pas fini de surprendre. Il a rétabli des relations normales avec l'Érythrée tant sur le plan politique qu'économique. Et maintenant il vient de nommer dix femmes sur les vingt ministres du gouvernement. Il profite d'une certaine popularité pour prendre des mesures d'apaisement. De nombreux journalistes et opposants ont été libérés. Des organisations d'opposition sont rentrées d'exil pour avoir une existence légale.

Tout cela ne sert qu'à montrer aux grands dirigeants impérialistes qu'ils peuvent compter sur lui pour maintenir un pouvoir fort et le calme dans le pays. Mais la pauvreté, le chômage et les bas salaires restent le lot de la population.

Sierra-Leone

LE DIAMANT NE PROFITE EN RIEN À LA POPULATION

Récemment, un diamant a été mis aux enchères au prix de 6,53 millions de dollars. La pierre de 709 carats est l'une des plus grosses au monde. Ce joyau a été découvert par les ouvriers d'une société de prospection minière dirigée par un pasteur évangéliste, Emmanuel Mohmoh. Eh oui !

Le montant de la vente a ensuite été remis aux autorités sierra-léonaises pour renflouer les caisses de l'État. De son côté le pasteur a touché environ 1,5 million de dollars pour sa communauté. Et une petite partie de la somme devrait être remise à un fonds pour le développement de la région diamantaire du pays. C'est la première fois

que le gouvernement pense à la population misérable de cette région. Les mineurs travaillent dans des conditions très dangereuses et pénibles. Ils passent leur journée à creuser la terre dans des galeries, souvent sans succès.

Pour l'instant, il n'y a eu que des constructions de routes misérables. Les distributions d'eau et d'électricité ne sont restées qu'une promesse.

Par contre les richesses sorties de terre sont pour les grands banquiers et les sociétés financières qui s'en accaparent. Il n'y a pas qu'en en Sierra-Léone. La plupart des pays d'Afrique subissent le même phénomène. En République démocratique du Congo, le sous-sol regorge de toutes sortes de richesses minières. Le pays possède du diamant, du cuivre, de l'or et des métaux rares comme le coltan, le cobalt, le zinc et le manganèse. Des sociétés s'emparent de ces ressources sans le contrôle de l'État. Bien entendu les autorités au pouvoir touchent quelques subsides qui sont bien loin de ce que volent les capitalistes financiers.

En Côte d'Ivoire, l'État collecte le café et le cacao à des prix bradés au bord champ et les revend au prix du marché international, bien supérieur. Les paysans qui, eux, fournissent le travail sont mal payés et vivent dans la misère.

Dans les pays riches en pétrole, Angola, Gabon et Congo et d'autres encore, les grandes sociétés comme Total, Shell ou Exxon s'accaparent de la production, ne laissant aux dirigeants de ces pays que des sommes insignifiantes pour que l'exploitation se fasse sans problèmes. Mais les populations de ces pays restent dans la misère.

C'est la preuve flagrante que dans le système capitaliste, une minorité de personnes possède les richesses, laissant la majorité des populations dans la misère. C'est ce système qu'il faut renverser.

Tchad

LA LUTTE DES FONCTIONNAIRES FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT

Le bras de fer engagé depuis plus de cinq mois entre le dictateur Idriss Deby et les fonctionnaires en grève vient de se terminer par une petite victoire des ces derniers.

25 octobre à la Bourse du travail à Ndjaména : les grévistes décident la reprise du travail

Le 26 octobre un accord est signé au Palais présidentiel entre les dirigeants de la Plateforme syndicale revendicative composée de l'UST (Union des syndicats du Tchad), du Syndicat national des enseignants-chercheurs du supérieur (SYNECS) et de la Confédération indépendante des syndicats du Tchad (CIST) et le gouvernement. Celui-ci s'est notamment engagé à augmenter les salaires de 15% ; à porter à 65% le niveau de remboursement des primes et indemnités de salaires, arbitrairement réduites à 50% auparavant par le dictateur Idriss Deby. En contrepartie les syndicats ont appelé tous les grévistes à reprendre le travail le 29 octobre, dans tout le pays.

Ce qui a poussé Idriss Deby à faire ce geste, c'est sans doute le mécontentement

de la population déshéritée. En refusant de satisfaire les revendications des grévistes, la situation s'est aggravée dans les services publics comme les hôpitaux ou l'Éducation.

La plupart des hôpitaux publics sont en grève ; seuls les soins urgents sont donnés dans certains. Alors les malades vont se faire soigner dans les hôpitaux privés, comme le Bon Samaritain, à Wallia. Or ces hôpitaux privés coûtent cher. Ils ne sont pas à la portée des familles pauvres.

Quant aux écoles, c'est le même problème. Les lycées, les collèges et les écoles sont également fermés pour fait de grève. Seules les écoles privées fonctionnent alors qu'elles sont pour la plupart trop chères pour les enfants dont les parents sont démunis.

Plus la grève perdure, plus le mécontentement grandit. De peur que la colère qui gronde ne finisse par l'emporter lui et son gouvernement de voleurs et de brigands, Deby s'est précipité pour signer un accord avec les syndicats.

Il est à craindre que les grévistes, en reprenant le travail sur de simples promesses, risquent de se faire avoir une nouvelle fois par Déby qui, en général, ne respecte pas ses engagements. Mais échaudés par un accord qu'ils ont signé en mars dernier et qui n'a jamais été appliqué, les syndicats, cette fois-ci, ont mis en garde Deby et son gouvernement. Ils ont déjà montré à plusieurs reprises qu'ils sont capables de se remobiliser, et de se faire craindre par le pouvoir.

Tchad

NOUVELLE COMPANIE AÉRIENNE, DES POSTES DE SINÉCURE SONT PARTAGÉS

Une nouvelle compagnie aérienne est créée, c'est Tchadia Airlines. Sa mission sera d'assurer des vols à l'intérieur du pays mais aussi de desservir des villes de quelques pays voisins comme Niamey, Douala ou Bangui. En partenariat avec Ethiopian Airlines, le Tchad détiendra la majorité des actions. Cette nouvelle compagnie vient combler le vide laissé par Air Tchad puis Air Toumaï, qui ont fait faillite pour « *mauvaise gestion* », soulignent les autorités tchadiennes. Mais c'est le clan et la famille de Deby qui ont tué ces deux compagnies. La troisième survivra-t-elle à leurs appétits financiers ? Rien n'est moins sûr.

Avant même l'annonce officielle de la création de Tchadia Airlines, les postes de sinécures comme PDG, Directeur, ou Trésorier sont déjà partagés. Le maître d'œuvre n'est autre que le dictateur Deby. Dans la répartition des responsabilités, mieux vaut être Zakawha et surtout membre du clan ou de la famille de Deby. Nul besoin de diplôme, nul besoin de compétence spéciale ni d'expérience. Ceux qui sont nommés, surtout les nouveaux qui n'ont pas encore eu accès à la mangeoire administrative se frottent les mains : il y a de l'argent en perspective à détourner pour s'enrichir.

Les exemples ne manquent pas. Citons quelques-uns au passage. Récemment, un rejeton de Deby, bombardé Directeur-adjoint par son père à la société China National Petroleum Corporation aurait mis la main sur 17 milliards de francs CFA pour son compte personnel. Le voleur, au lieu d'être tancé par son père, aurait plutôt reçu des félicitations pour « *acte de bravoure* ».

L'un des deux neveux de Deby placé à la tête de la cimenterie de Baoré dans le sud du pays, détourne dans son compte personnel les 900 millions de francs CFA que cette entreprise verse mensuellement à l'État au titre de taxes et d'impôts. Quant à l'autre neveu, Il fait main basse sur les 400 millions de francs CFA de recettes mensuelles que

rapporte l'aéroport international de Ndjaména.

L'exemple ne vient-il pas d'en haut ? Récemment, leur oncle Deby, pour célébrer sa « *victoire* » à la dernière élection présidentielle, a fait débloquer 14 milliards de francs CFA pour son investiture. Son grand frère, lui, brasse des milliards. C'est le financier de la famille et du clan. Citons aussi Hinda Deby, une des multiples femmes du président, qui fait des affaires juteuses avec ses cars de transport et son restaurant de Doba, dans la zone pétrolifère.

Espérons qu'un jour la colère des travailleurs et des classes pauvres de ce pays pourra balayer toutes ces sangsues qui sucent leur sang.

Guinée

IL Y A 60 ANS SÉKOU TOURÉ DISAIT « NON » À DE GAULLE

Un vent anticolonialiste soufflait un peu partout en Asie et en Afrique après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans les colonies françaises d'Afrique de nombreuses révoltes éclataient : de l'Algérie à Madagascar en passant par le Sénégal où l'on assista à une rébellion des tirailleurs démobilisés dans le camp de Thiaroye ainsi qu'à une longue grève des cheminots du « *Dakar-Niger* ». Cette grève dura 160 jours et paralysa le chemin de fer, mettant à rude épreuve les intérêts du colonialisme français dans la région. Elle eut aussi des répercussions dans les pays voisins.

Sentant que la forme coloniale de sa domination sur les peuples n'allait plus être tenable, l'impérialisme français commença à lâcher du lest en assouplissant un petit peu sa manière d'administrer ses colonies, en y ajoutant un peu d'huile dans les rouages. C'est ainsi que la première Constituante française, en 1945-1946, abolit l'« *indigénat* » ; On commença à gommer des termes comme « *sujets* » de l'Empire, réservés aux peuples colonisés, à accorder la nationalité française à une minorité d'africains. Dans la nouvelle constitution, l'expression « *Empire coloniale* » fut remplacée par celle de l'« *Union française* ». L'objectif était de changer la forme pour mieux conserver le fond.

Petit à petit on commença à former des cadres africains pour les préparer à une autonomie plus grande. C'est ainsi que le 28 septembre 1958 De Gaulle organisa une sorte de référendum-plébiscite pour demander aux africains de choisir entre l'appartenance à la « *Communauté* » ou en sortir « *avec toutes ses conséquences* ».

Le 25 août 1958 à Conakry, Sekou Touré prononçait cette phrase en présence du général De Gaule: «Il n'y a pas de dignité sans liberté : nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage».

Les dirigeants fidèles à l'impérialisme français tels que Houphouët Boigny, Senghor et bien d'autres choisirent de rester dans le giron français. Seul Sékou Touré appela à voter « non ». Il fut suivi, par une grande majorité de votants dans son pays puisque plus de 1,3 millions de guinéens choisirent le « Non » contre moins de 57.000 pour le « Oui ».

C'est ainsi que la Guinée de Sékou Touré accéda à l'indépendance dès le 2 Octobre 1958. Environ deux ans après, l'indépendance sera accordée à l'ensemble des colonies françaises d'Afrique. Cependant, le « Non » de Sékou Touré ainsi que son langage sur la dignité africaine face à De Gaulle lui permirent d'avoir une popularité et une notoriété d'anticolonialiste qui dépassa largement la frontière de la Guinée. Il accueillit sur son territoire des militants noirs américains qui se battaient contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis, des militants anti-apartheid ou des nationalistes Bissau-Guinéens sous domination portugaise.

Mais pour le peuple guinéen, le régime que Sékou Touré installa n'a jamais été autre chose qu'une dictature féroce. Les grèves des enseignants furent réprimées dans le sang, les opposants et les meneurs furent emprisonnés dans le tristement célèbre camp Boiro. Assassinats, viols, tortures, emprisonnements et exils forcés firent plusieurs dizaines de milliers de victimes jusqu'à la fin de son régime, à sa mort en 1984.

La dictature n'était pas la spécificité du seul régime de Sékou Touré. Dès le lendemain de la décolonisation, ce fut partout le règne du parti unique et de l'absolutisme. Le multipartisme ne fut instauré un peu partout que dans les années 1990, mais cela n'a été qu'un simple ravalement de façade pour faire croire qu'à partir de là c'est la « démocratie » qui a été instaurée.

Pour l'écrasante majorité de la population, pour les travailleurs et la petite paysannerie, il n'y a eu ni démocratie ni progrès social. Le « *Soleil des indépendances* » n'a jamais brillé pour eux mais seulement pour une minorité de parasites locaux, principalement les dirigeants des appareils d'Etats nouvellement indépendants. Ils se sont engraissés en jouant le rôle de serviteurs locaux de l'impérialisme français qui continua à piller les richesses de ses anciennes colonies et d'exploiter les travailleurs.

Les véritables changements qui permettront à la grande majorité des populations d'accéder à une vie digne et décente ne proviendront que de la volonté et de la capacité des exploités eux-mêmes de s'organiser et de mener des luttes mettant en avant leurs intérêts spécifiques de classe exploitée et opprimée. Dans cette lutte, les travailleurs auront à se méfier des politiciens qui n'hésiteront pas à vouloir chapeauter leurs luttes pour les mener vers des objectifs qui se révèleront être des impasses sanglantes pour l'ensemble des classes pauvres.